



SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19

Données pour le département : "Gard"



FONDS DE SOLIDARITÉ

PRANC

Données au 01/06/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 28 586 572 043 euros

Nombre d'aides : 9 294 889

Nombre d'entreprises : 2 019 331

Niveau Régional : Occitanie

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 2 696 943 710 euros

Nombre d'aides: 942 056

Nombre d'entreprises : 211 325

Niveau Départemental : Gard

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 327 532 878 euros

Nombre d'aides: 120 357

Nombre d'entreprises : 26 610



PRÊTS GARANTIS PAR L'ÉTAT

PRI ANC

Données au 21/05/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.

Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020. Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur data gouv.fr

Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 137 099 625 808 euros

Nombre de prêts : 675 768

Niveau Régional : Occitanie



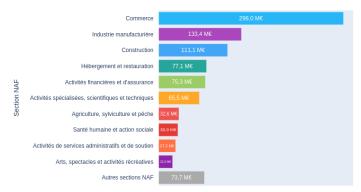


Montant total: 9 399 049 294 euros

Nombre de prêts : 67 033

Niveau Départemental : Gard

Top 10 des prêts garantis par l'Etat ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 947 310 724 euros

Nombre de prêts : 8 440



REPORTS D'ÉCHÉANCES FISCALES



Données au 27/05/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 3 510 568 328 euros

Nombre de reports : 113 760

Niveau Régional : Occitanie

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)

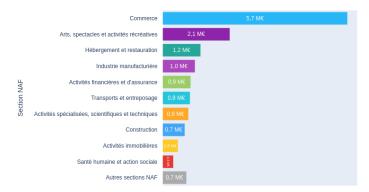


Montant total : 199 927 120 euros

Nombre de reports : 7 526

Niveau Départemental : Gard

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 14 573 708 euros

Nombre de reports : 774



AIDES AUX ARTISANS, COMMERÇANTS



Données au 30/09/2020 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

<u>Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr</u>

Niveau National





Montant total: 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

Niveau Régional : Occitanie





Montant total: 99 699 360 euros

Nombre d'aides: 127 605

Niveau Départemental : Gard

Top 10 des aides CPSTI ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 12 946 357 euros

Nombre d'aides: 17 328



ACTIVITÉ PARTIELLE

PANC MANCE

Données au 23/02/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement.

Les données utilisées proviennent de la DARES

Niveau National



Niveau Régional : Occitanie

